

Miss Goulag Ressiguier : du Capitole à la Roche tarpéienne



La hargne de la pseudo-insoumise Ressiguier à l'encontre de la Ligue du Midi n'est un mystère pour personne. Depuis que le mouvement identitaire a touché aux intérêts financiers des lobbies immigrationnistes grâce à l'opération RAIH, acronyme du Réseau Accueil Immigration Hérault en alertant sur leurs détournements de fonds, les trois *grasses* (1) de Montpellier (Fortunato, Mazas, Ressiguier exigeaient la dissolution de la Ligue en Conseil des ministres, accusations mensongères à l'appui, tous les moyens étant bons pour les copines de Mélenchon.

Cependant Fortunato voyant certainement que l'affaire prenait mauvaise tournure, mettait la pédale douce, du moins dans la sphère publique... quand la justice, le préfet Pouëssel, le ministre de l'Intérieur Collomb, le président de la République refusaient d'accéder à leurs suppliques. En France, il y a encore quelques garde-fous pour ce type de censure.

Alors donc, le couple infernal Mazas-Ressiguier intervenait auprès de Méluche, c'est-à-dire le pape en personne, lors du colloque AMFIS, à Marseille le 25 août 2018, pour dénoncer la Ligue du Midi et une dizaine d'autres groupes nationalistes, patriotes ou identitaires sur des actes fantasmés qu'elles

leur attribuaient : agressions de lycéens, de cyclistes, ainsi que des activités délictueuses et criminelles etc., le summum étant atteint avec cette assertion : « le président de la Ligue du Midi a été poursuivi, condamné et emprisonné en 2012 pour signes nazis et injures racistes... », propos que Muriel Ressiguier a repris pendant un an avant de se rétracter piteusement lors de la débâcle de la commission d'enquête... Pourtant elle avait été informée de son mensonge par l'ancien président de l'Assemblée De Rugby...

On espère donc que c'est en toute bonne foi que les autorités supérieures de la France Insoumise ont cru les dénonciatrices et ont bombardé la miss à la présidence de cette commission où son sectarisme et sa haine viscérale ont pu rayonner sans limite : ce fut pour elle l'accès au « Capitole ».

On a vu alors défiler devant cette commission d'enquête la présidente de « l'association escroc » RAIH, Mme Hervouet et les plus haineux des immigrationnistes qui vivent grassement de la gestion d'une « matière humaine indifférenciée » : Tristan Mendès-France, Arié Halimi, Frédéric Potier etc.

Résultat : la Ligue du Midi, pour laquelle la commission avait été créée, a attaqué en justice la présidente Ressiguier pour dénonciation calomnieuse et n'a pu donc de ce fait être entendue pour éviter à la présidente un conflit d'intérêt. Quant aux conclusions du rapporteur LREM, Adrien Morénas, ce ne furent qu'anticipation et soutien à la future loi Avia présentée par La République En Marche. Ainsi, La France Insoumise a donc travaillé publiquement pour... Macron. Si, lors du vote à l'Assemblée nationale, les députés insoumis ont voté contre cette loi liberticide, la Ressiguier, n'osant renier le rôle qu'elle avait joué dans sa préparation, s'est abstenue !!! ...

Évidemment, les copains Insoumis et leur pape n'ont guère apprécié. Muriel est tombée en disgrâce et s'engageait inéluctablement vers la « Roche tarpéienne ». D'ailleurs, aux

municipales, la France Insoumise soutiendra la liste « Nous sommes » alors que la Ressiguiier travaillait à une autre entente.

À présent notre ex-députée CGT à la Carsat se retrouve traînée devant la juridiction prud'hommes par deux assistantes parlementaires qui l'accusent de licenciement abusif et de harcèlement moral, lui réclamant la bagatelle de 180 000 euros.

Dans un communiqué, la députée a exprimé être « *viscéralement attachée aux droits des salariés* » (MDR). Elle a expliqué également avoir embauché des collaborateurs dès le lendemain de son élection, afin de constituer son cabinet. À noter son manque de discernement, car il est d'usage d'embaucher des amis ou des familiers comme assistants parlementaires.

« J'espérais instaurer avec mes collaboratrices des relations basées sur la confiance. (...) Plusieurs mois s'écoulaient avant que je ne me rende compte à l'évidence que cette confiance était trahie : les missions confiées étaient mal, voire pas exécutées. Des attitudes déloyales et de dénigrement se firent jour. Je subissais également des actes de sabotage, l'une des salariés de mon cabinet supprimant de notre serveur partagé l'intégralité de nos documents de travail ».

Cette pitoyable affaire aura permis d'apprendre que cette « grande » progressiste n'avait même pas le permis de conduire, condition pour une femme d'exercice d'un minimum de liberté. À noter qu'elle faisait coucher ces personnes sur des banquettes dans un bureau exigü et qu'elle les utilisait comme chauffeur, refusant – bien entendu – de payer les heures supplémentaires... gageons que lorsqu'elle aura perdu son mandat de député, la Ressiguiier pourra se recaser chez les défenseurs du patronat, au Médef ou dans la promotion immobilière chez tonton.

Ça va mal finir, chère Muriel ! D'ailleurs ta bande de copains te lâche en gardant un silence assourdissant : Plenel, Alliès,

Mazas, Panetier, l'équipe du Doc...

Aussi la Ligue du Midi, solidaire dans cette mauvaise passe, propose de t'offrir le tee-shirt du doigt de Roudier, que tu lui as inspiré : « Quand Roudier montre la lune, Ressiguiet regarde le doigt ».

En tous cas, on te jure que la Ligue du Midi n'a jamais tiré les ficelles en sous-main de l'équipe de saboteurs que tu dénonces.

Richard Roudier

(1) Les trois Grâces qui trônent sur la Place de la comédie à Montpellier sont un peu l'emblème de la ville